

# Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

18 novembre 2018

## ***Les profits considérables réalisés par les entreprises,***

La distribution de dividendes, l'explosion des fortunes des grands patrons voilà les intérêts du capital préservés. « Dialogue social », « partage des richesses » sont des leurres, des pièges tendus à la classe ouvrière et au peuple. Les bénéfices nets des entreprises du CAC 40 vont atteindre voire dépasser 100 milliards d'euros cette année. Les multinationales du pétrole et du gaz (c'est d'actualité) ont la plus forte croissance de leurs bénéfices : plus 22,6 % au premier semestre 2018 contre 10,8 % au premier semestre 2017. « Total » par exemple a réalisé un bénéfice de 17,4 milliards soit plus 26 %.

« La France enregistre la deuxième progression du nombre de millionnaires entre mi-2017 et mi- 2018, après les États-Unis ». Selon une étude du crédit Suisse. Les richesses créées par le travail en France s'élèvent aujourd'hui à 2584 milliards d'euros, 191 milliards de plus qu'en 2017 (plus 7 %) cela représente une richesse de 42 500 € par habitant, 93000 par salarié. Toutes ces richesses sont détournées, accaparées par le capital.

Oui, les intérêts des entreprises sont préservés, tellement préservés que les chiffres explosent. Le syndicalisme doit-il se préoccuper des intérêts du capital ou organiser la lutte pour satisfaire les revendications ? Poser la question c'est y répondre.

Des travailleurs, des syndicats d'entreprise, des structures locales commencent à exprimer leur mécontentement vis-à-vis de cette stratégie syndicale d'accompagnement qui n'amène que des reculs.

Les salaires, les pensions baissent, le pouvoir d'achat régresse. Ce vide laissé par les centrales syndicales aboutit à l'organisation de mouvements comme celui d'aujourd'hui (gilets jaunes) initié par la droite, l'extrême droite et les patrons pour détourner l'attention, éviter le débat sur les vraies causes des difficultés de vie qui s'aggravent sans cesse. Cet immobilisme syndical au moment du 50<sup>e</sup> anniversaire des grandes luttes de 1968 réjouit les patrons et le gouvernement dont le champ d'action est libéré des luttes.

Nous le répétons souvent parce que nous le constatons partout, le mécontentement est profond. Le rejet de la politique actuelle atteint tous les partis, quels qu'ils soient, et peut aboutir à des impasses multiples. Le rassemblement national est en réserve du capital son influence dans l'opinion ne baisse pas, tous les autres partis sont en difficulté : le Parti Communiste qui tient son congrès ce mois-ci est confronté à des affrontements internes qui ne datent pas d'hier, mais qui viennent d'aboutir à un désaveu de sa direction nationale.

Le Parti Socialiste a disparu du paysage politique, réduit à sa plus simple expression.

Mélenchon et les Insoumis montrent leur vrai visage, on ne touche pas au capital, on l'aménage.